



Communication sur le progrès

Avril 2010

Monsieur Georg Kell

Je suis heureux de vous présenter cette « Communication sur le Progrès 2010 », qui décrit la façon dont le groupe MAIF a mis en oeuvre son engagement vis-à-vis du Pacte Mondial au cours de l'année 2009. Cette communication sera complétée et amplifiée par l'intégration des illustrations démontrant notre engagement dans notre rapport développement durable 2009 qui sera disponible en fin de premier semestre.

Notre adhésion au Pacte Mondial en 2006 manifeste notre volonté permanente de soutenir les droits de l'homme, de contribuer à préserver l'environnement et de lutter contre la corruption dans le cadre de nos activités. Je renouvelle d'ailleurs l'engagement de la MAIF à respecter les principes du Pacte Mondial durant l'année 2010.

A travers notre engagement, nous nous employons à faire vivre la mise en oeuvre des principes du Pacte Mondial, dans l'exercice de nos métiers, vis-à-vis de nos sociétaires et de la société en général, à travers nos produits, nos services et nos actions sociétales.

En totale cohérence avec nos valeurs, notre engagement pour le Pacte Mondial se manifeste dans nos actions concrètes au quotidien.

Dans le contexte de la poursuite du développement du Groupe MAIF, nous renforçons nos actions en matière de responsabilité sociétale pour tenir compte des attentes de nos sociétaires, de nos collaborateurs, de nos fournisseurs et de toutes les autres parties prenantes de la mutuelle.

Je suis à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Kell, l'expression de mes meilleures salutations.

Roger Belot
Président-Directeur Général

Les Principes du Pacte Mondial

Droits de l'homme

- ❑ Principe N° 1 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ;
- ❑ Principe N° 2 : à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

Normes du travail

- ❑ Principe N° 3 : Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
- ❑ Principe N° 4 : l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- ❑ Principe N° 5 : l'abolition effective du travail des enfants ; et
- ❑ Principe N° 6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

- ❑ Principe N° 7 : Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- ❑ Principe N° 8 : à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et
- ❑ Principe N° 9 : à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

- ❑ Principe N° 10 : Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Les valeurs du Groupe MAIF

La MAIF, mutuelle d'assurance créée en 1934, est une entreprise de l'économie sociale, un secteur économique à part entière qui regroupe trois grandes familles : les associations, les coopératives, les mutuelles. En tant que mutuelle d'assurance, la MAIF a pour finalité première d'apporter un service à ses sociétaires (ses adhérents), et non pas de rémunérer du capital. Elle n'a d'ailleurs pas d'actionnaire.

Elle fonctionne depuis sa création selon des valeurs humanistes, parmi lesquelles le respect de la personne, un contrôle démocratique par ses sociétaires, le dialogue avec ses parties prenantes, et le respect des principes de solidarité et de responsabilité qui font d'elle un acteur naturel du développement durable. Elle s'appuie sur une structure duale associant 900 bénévoles et plus de 6000 salariés.

MAIF est le premier assureur des personnels de l'enseignement non confessionnel, de la recherche, de la culture et des loisirs, des organisations sans but lucratif et de leurs salariés oeuvrant dans les domaines du sport, du handicap, de l'action sociale, de l'humanitaire, des collectivités territoriales et des structures de l'économie sociale.

Filia-MAIF, filiale d'assurance dommages, accueille tous ceux qui ne peuvent pas adhérer à la MAIF du fait des dispositions statutaires, mais qui partagent ses valeurs. Elle réunit 780 000 sociétaires.

Parnasse-MAIF, filiale d'assurance-vie ouverte à tous, élargit l'offre de protection à l'assurance-vie, à l'épargne retraite, à la prévoyance et à l'assurance emprunteur.

MAIF Solutions financières est dédiée aux produits bancaires et aux produits financiers d'épargne et de crédits dans le respect de l'éthique MAIF.

Atlantis seguros, Atlantis vida : respectivement filiale d'assurance dommages et filiale d'assurance-vie, créées en 1993 et basées à Barcelone, elles s'adressent à un large public partageant les valeurs humanistes de la MAIF, enseignants, mutualistes, coopérateurs, syndicalistes, monde associatif...

Fondation MAIF, reconnue d'utilité publique et placée sous l'égide de la Fondation de France, fait progresser la sécurité en soutenant la recherche scientifique sur l'accidentologie et les risques climatiques.

Prévention MAIF agit pour prévenir les risques d'accidents domestiques et de circulation. Le ministère de l'Éducation nationale l'a agréée comme « association nationale de jeunesse et d'éducation populaire ».

Focus 2009 : Un engagement fort dans la finance responsable

La Communication sur le Progrès de l'année 2010 se focalisera sur notre respect des 10 engagements du Pacte Mondial à travers notre politique de placement des fonds propres. En effet, en tant qu'investisseur institutionnel, nos impacts sur les droits de l'homme, sur le respect des normes du travail, sur l'environnement et sur la lutte contre la corruption sont très importants. En faisant le choix d'investir dans des entreprises respectant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), la MAIF s'est engagée dans la continuité du respect des engagements du Pacte Mondial.

L'ENGAGEMENT DE LA MAIF EN MATIERE D'INVESTISSEMENTS RESPONSABLES

Si la sensibilisation du groupe MAIF sur les enjeux du développement durable date de 2003, le groupe a commencé, en 2007, à réfléchir aux pratiques d'investissement responsable dans la gestion de ses actifs.

Cette réflexion, basée sur la mise en place d'une démarche permanente et progressive d'investissements responsables, a conduit le groupe MAIF à :

- **signer la Charte de l'AFA** (Association Française des Assurances) en janvier 2009 (cf. annexe 1).

LA MAIF participe depuis 2007 aux travaux de la commission développement durable de l'Association Française de l'assurance (AFA) qui réunit la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurance) et le GEMA (Groupement d'Entreprises Mutuelles d'Assurance). Ces travaux se sont concrétisés par une Charte développement durable, officialisée le 20 janvier 2009. Cette charte engage les assureurs à poursuivre 5 objectifs dans l'exercice de leurs activités dont un majeur qui consiste à favoriser une politique d'investissements responsables.

- **devenir signataire des Principes de l'ONU pour l'Investissement Responsable (PRI)¹**, en avril 2009. En devenant l'un des 4 investisseurs institutionnels français et le

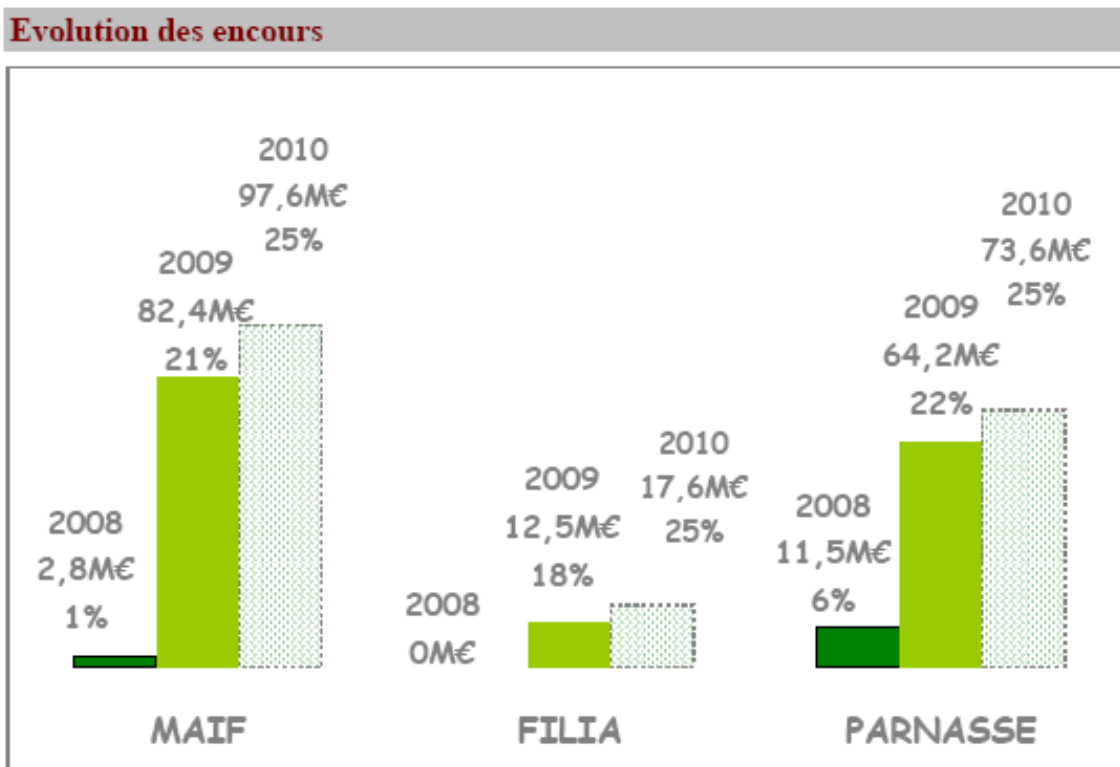
¹ Les Principes pour l'Investissement Responsable sont nés en 2006 d'une initiative du secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan. Les PRI visent à intégrer les problématiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans les processus d'investissement et dans les pratiques actionnariales des acteurs de l'investissement. Plus de 600 professionnels de la finance représentant 18 000 milliards de dollars ont signé ces principes (source : PRI Report on Progress 2009). www.unpri.org

seul assureur français signataire de ces principes, la MAIF affirme son engagement permanent et progressif en matière d'investissement responsable,

- **mettre en place sa Charte d'Investissement Responsable (cf. annexe 2).** Portée par le Conseil d'Administration de la MAIF, cette charte, plus exigeante que les PRI, a notamment pour vocation :
 - o d'intégrer progressivement des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans son processus de gestion financière,
 - o de promouvoir la transparence et l'engagement des sociétés de gestion partenaires du groupe MAIF en matière d'investissement responsable,
 - o d'encourager la promotion des bonnes pratiques pour l'intégration des critères ESG dans la gestion des actifs.

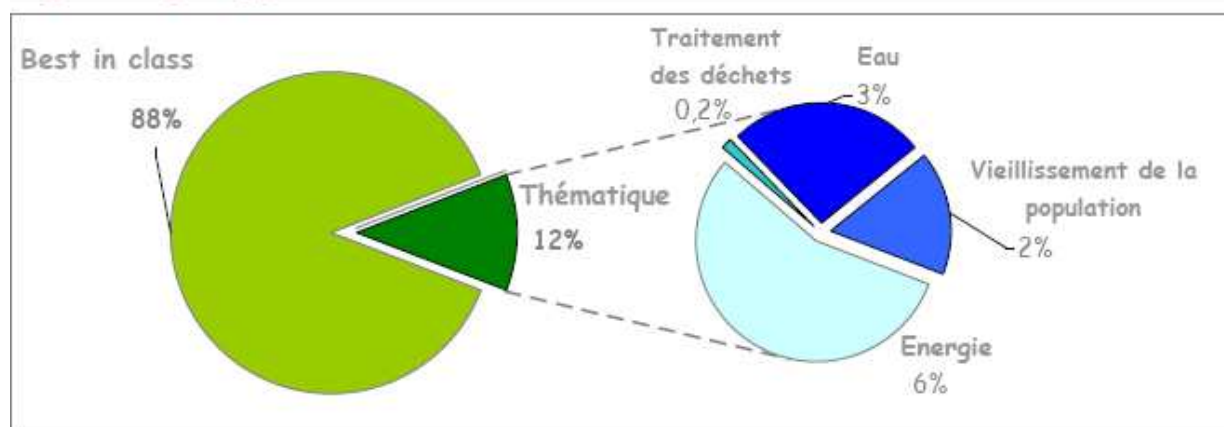
QUELQUES RESULTATS CHIFFRES

Ci-joint un graphique représentant l'évolution des encours ISR depuis 2008 et les progrès réalisés par la MAIF grâce à une volonté politique forte de mise en place de sa stratégie d'Investissement Responsable.



M€ = Millions d'Euros

Répartition par Approche



Annexe 1 : La charte de l'AFA

Les assureurs et les réassureurs se fixent les objectifs suivants dans leur activité :

I. Se positionner en tant qu'acteurs responsables du Développement Durable

1. Afficher leurs valeurs, leurs principes de gouvernance et leur déontologie
2. Affirmer leur rôle auprès de l'ensemble des parties prenantes (pouvoirs publics, ONG, consommateurs, collectivités territoriales, communauté européenne...).
3. Reconnaître au plus haut niveau l'importance de la responsabilité sociétale et l'intégrer à la politique de développement.
4. Informer des actions menées sur la base des engagements de la présente charte.

II. Lutter contre le changement climatique, ses conséquences et plus généralement contribuer à la préservation de l'environnement

1. Soutenir la recherche sur le changement climatique et partager ses résultats avec la société civile et les décideurs politiques.
2. Promouvoir des mesures d'atténuation par le développement de produits d'assurance à valeur ajoutée environnementale et sensibiliser nos assurés et les autres parties prenantes à adopter des comportements écologiques vertueux.
3. Aider à l'adaptation au changement climatique en préconisant des démarches de réduction de la vulnérabilité aux risques de catastrophes naturelles.

III. Accompagner le développement économique, participer à la réduction des vulnérabilités sociales et contribuer à une protection sociale durable

1. Assurer une veille sur la recherche technologique et scientifique et développer des produits adaptés et de nouveaux services ; jouer lorsque nécessaire un rôle d'alerte.
2. Participer à la réduction des vulnérabilités et à la prévention de l'exclusion par l'élargissement de l'accès à l'assurance.
3. Développer en partenariat avec la sphère publique des dispositifs de protection sociale soutenables dans la durée (dépendance, retraite, santé).
4. Promouvoir l'adoption de comportements responsables par la sensibilisation et la prévention des comportements à risque.

IV. Favoriser une politique d'investissements responsables

1. Indiquer si et comment les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance sont pris en compte dans la gestion d'actifs.

2. Encourager la recherche et l'évaluation des liens entre les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, et la performance à long terme des entreprises et des Etats
3. Développer une offre de produits « ISR » et encourager leur commercialisation.
4. Favoriser le développement économique, en particulier par le financement des PME et des infrastructures.

V. Développer leur fonctionnement dans un cadre environnemental et social responsable

1. Evaluer et réduire leurs impacts environnementaux et notamment les émissions de gaz à effet de serre (bilan des émissions de gaz à effet de serre...).
2. Intégrer des critères de développement durable dans la procédure de sélection et d'accompagnement des fournisseurs.
3. Inciter les acteurs de la chaîne à une démarche de développement durable (du produit jusqu'à l'expertise et la réparation, réseaux..).
4. Continuer à favoriser et à améliorer l'égalité professionnelle, la mixité, la diversité et la formation dans l'entreprise.
5. Sensibiliser et former les acteurs de la profession à l'adoption de comportements respectueux de l'environnement et de la société.

Annexe 2 : La charte MAIF d'Investissement Responsable

Préambule ///

La MAIF a déjà des engagements militants par ses valeurs et ses principes d'actions auprès de ses sociétaires, de ses militants, de ses salariés et des autres parties prenantes de la mutuelle. Ces valeurs sont déclinées sous la forme d'un « arbre des valeurs » dont les principes fondateurs sont la laïcité, le respect de la personne et la tolérance.

Pour soutenir la progression du développement durable, la MAIF poursuit une démarche de responsabilité sociétale depuis le début des années 2000. C'est dans cette perspective qu'elle a décidé de formaliser une Charte d'Investissement Responsable (IR) précisant les considérations sociétales qu'elle souhaite appliquer à la gestion de ses placements financiers tout en conservant, sur le long terme, des rendements garants du meilleur service pour ses sociétaires.

Objectifs ///

Cette charte a une double vocation :

D'une part, signifier l'engagement de la MAIF dans une démarche permanente mais progressive de réflexion sur l'IR et de sélection de placements et de partenaires financiers soucieux des enjeux du développement durable, en conformité avec les valeurs de la Mutuelle. Ce document s'inscrit notamment en cohérence avec la Charte de l'AFA (Association Française de l'Assurance) et avec les PRI (Principes pour l'Investissement Responsable) de l'ONU.

D'autre part, aux côtés d'investisseurs institutionnels engagés dans l'IR, la MAIF souhaite promouvoir cet engagement et l'intégration de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance d'Entreprise (critères ESG) dans les processus de gestion financière.

**La MAIF souhaite participer progressivement au développement de l'IR
pour, à terme, contribuer à une meilleure Responsabilité Sociétale de l'ensemble de ses
partenaires financiers.**

Considérations sur l'IR ///

Les Investissements Responsables (IR) ne constituent pas une nouvelle classe d'actifs.

Ils peuvent se définir comme la composante financière d'une pratique de responsabilité sociétale. Ils s'inscrivent dans une logique de placements de long terme.

Une plus forte demande en investissements responsables de la part des investisseurs institutionnels incitera progressivement les sociétés de gestion à élargir l'offre et la qualité des processus d'intégration de critères extrafinanciers. Ainsi les entreprises dans lesquelles ces sociétés de gestion investissent auront tout intérêt à améliorer leur comportement sociétal.

L'investissement Responsable n'altère pas la performance financière et devrait même avoir un effet positif sur le long terme à la fois au niveau du rendement et sur les effets induits.

Les études théoriques et empiriques conduites sur les performances des OPCVM IR Actions concluent d'une manière générale à de possibles divergences de performances sur le court terme. Mais les mêmes études confortées par nos propres recherches confirment des performances de nature au minimum équivalente sur le long terme, en partie expliquées par une meilleure appréhension des risques liés à de mauvaises gestions en matière Environnementale, Sociale et de Gouvernance d'Entreprise.

La MAIF s'engage à soutenir l'IR en privilégiant toujours une importance particulière à la rentabilité de ses investissements sur le long terme plutôt que sur le court terme.

Les axes d'engagement ///

La mise en œuvre des engagements sociétaux dans la gestion financière de la MAIF suivra progressivement les étapes suivantes :

Entreprendre des démarches de réflexions sur toutes les classes d'actifs pour apprécier dans quelles mesures chacune d'elles peut intégrer progressivement des placements Responsables.

Les réflexions sur l'IR déjà amorcées début 2008 sur les classes d'actifs Actions et Obligations ont permis de sélectionner les approches IR les plus adéquates pour répondre aux objectifs de la MAIF. Ainsi il n'est pas envisagé d'exclure a priori des secteurs d'activités car l'enjeu est d'inciter nos partenaires financiers à faire progresser leur comportement sociétal (approche proactive). Seules les entreprises du secteur de l'armement resteront exclues de l'univers d'investissement obligataire géré directement par la MAIF.

Pour les placements obligataires, la MAIF souhaite évaluer l'engagement en matière de responsabilité sociétale des émetteurs privés et publics qui constituent le portefeuille obligataire pour identifier les acteurs qui contribuent de manière favorable à un développement durable ou au contraire ceux qui représentent un risque financier et un risque d'image pour le groupe.

Pour les actions, la MAIF intégrera progressivement les approches dites « Best In Class » » et « Best efforts », qui consistent à sélectionner parmi les entreprises performantes celles qui font le plus d'efforts en matière Environnementale, Sociale et de Gouvernance d'Entreprise (ESG). Ces approches pourront être complétées par des gestions qui privilégient des entreprises répondant aux enjeux du développement durable, notamment ceux identifiés par la MAIF, comme par exemple la maîtrise des énergies et le développement des énergies alternatives.

Des réflexions restent à mener pour préciser dans quelles mesures ces investissements sont réalisables. Concernant les autres classes d'actifs, la MAIF poursuivra ses réflexions, en particulier en immobilier de placement **où des projets en matière d'immobilier durable sont à l'étude.**

La MAIF établira une stratégie IR à moyen terme sur son portefeuille de placements financiers. Cette stratégie évoluera progressivement chaque année en fonction des contraintes de gestion internes, du développement de nouveaux produits et des analyses IR proposées par les partenaires financiers. Elle soutiendra ainsi les évolutions de l'offre diffusée par les partenaires financiers en vue de développer les principes de l'IR sur toutes les classes d'actifs.

Contrôler et informer régulièrement.

Au-delà de la rédaction de son document de stratégie IR annuelle, la Direction des Investissements et des Placements (DIP) rendra compte annuellement auprès de la Direction Générale et du Conseil d'Administration de la MAIF de la mise en œuvre de cette charte dans le cadre d'un document ad hoc. En effet, pour s'assurer que les orientations prises par la DIP en matière d'IR permettront d'atteindre les objectifs fixés sur le moyen terme, un bilan annuel des actions menées sera établi.

Un processus d'information et de concertation régulière impliquera la Direction Générale et le Conseil d'Administration dans l'évolution de la politique d'investissement responsable.

Promouvoir un engagement responsable de la part des partenaires financiers.

La MAIF est déjà engagée dans une démarche exigeante de qualité et d'information auprès de l'ensemble de ses partenaires financiers.

Les IR feront également l'objet d'une demande de reporting spécifique. Une attention particulière sera portée à la transparence et à la qualité d'intégration des critères extrafinanciers. Pour cela, elle incitera notamment les sociétés de gestion partenaires à adhérer à un code de transparence.

Elle privilégiera et incitera également les sociétés de gestion partenaires à s'engager dans une politique de droits de vote active, et effectuera un suivi de son application au sein de ses fonds d'investissement en portefeuille.

Dialoguer avec l'ensemble de la communauté financière pour promouvoir l'intégration de bonnes pratiques dans le monde de la gestion.

Par sa participation à des groupes de réflexion européens, la MAIF formalise son engagement auprès d'investisseurs institutionnels et de partenaires soucieux de contribuer à une finance durable. Dans le cadre de groupe de réflexion, elle contribuera à l'amélioration qualitative de l'offre IR à destination des investisseurs institutionnels.

Les PRI de l'ONU représentent un cadre de travail destiné à promouvoir la prise en compte des critères ESG dans les processus d'investissement et dans les pratiques actionnariales. Les signataires des PRI regroupent actuellement un total de 13000 milliards de dollars d'actifs sous gestion dans le monde. La MAIF souhaite en signant les PRI apporter sa collaboration à la promotion des IR et bénéficier par la même occasion des synergies créées sur le sujet par l'ensemble des signataires.

Contacts :

Jean-Pierre FRIZZI

Responsable de la Division Coordination et Responsabilité Sociale de l'Entreprise

jean-pierre.frizzi@maif.fr

Alice SOREL

Chargée de projets à la Division Coordination et Responsabilité Sociale de l'Entreprise

alice.sorel@maif.fr